



CHAPITRE 40

Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec

[Sanctionnée le 24 décembre 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37), modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1970, par l'article 1 du chapitre 47 des lois de 1971 et par l'article 1 du chapitre 30 des lois de 1973, est de nouveau modifié :

a) en retranchant, dans le paragraphe *d*, après les mots « ou qui reçoit le », les mots « maximum du »;

b) en remplaçant, à la fin du paragraphe *h*, le point par un point et virgule;

c) en ajoutant, après le paragraphe *h*, les suivants :

« bourse d'études » : « *i)* « bourse d'études » : une bourse visée à la section *x* ;

« bourse de recherche » : « *j)* « bourse de recherche » : une bourse visée à la section *xi* ;

« centre hospitalier » : « *k)* « centre hospitalier » : un centre hospitalier comme le définit la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) ;

« établissement » : « *l)* « établissement » : un établissement comme le définit la Loi sur les services de santé et les services sociaux ;

« laboratoire » : « *m)* « laboratoire » : un laboratoire comme le définit la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42) ;

CHAPTER 40

An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act

[Assented to 24th December 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows :

1. Section 1 of the Health Insurance Act (1970, chapter 37), amended by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1970, by section 1 of chapter 47 of the statutes of 1971 and by section 1 of chapter 30 of the statutes of 1973, is again amended :

(a) by striking out in paragraph *d*, after the words "or who receives the", the word "maximum" ;

(b) by replacing the period at the end of paragraph *h* by a semicolon ;

(c) by adding after paragraph *h* the following :

"*(i)* "scholarship": a scholarship contemplated in Division *x* ;

"*(j)* "research scholarship": a scholarship contemplated in Division *xi* ;

"*(k)* "hospital centre": a hospital centre as defined by the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) ;

"*(l)* "establishment": an establishment as defined by the Act respecting health services and social services ;

"*(m)* "laboratory": a laboratory as defined by the Public Health Protection Act (1972, chapter 42) ;

« minis-
tre ».

« (n) « ministre »: le ministre des affaires sociales, sauf dans la section IX où on entend par ce mot le ministre du revenu. »

“(n) “Minister”: the Minister of Social Affairs, except in Division IX where such word designates the Minister of Revenue.” “Min-
ister”.

1970, c.
37, a. 3,
mod.

2. L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1970, par l'article 2 du chapitre 47 des lois de 1971 et par l'article 2 du chapitre 30 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

2. Section 3 of the said act, amended by section 2 of chapter 38 of the statutes of 1970, by section 2 of chapter 47 of the statutes of 1971 and by section 2 of chapter 30 of the statutes of 1973, is again amended:

a) en retranchant, dans la neuvième ligne du troisième alinéa, les mots « maximum du »;

(a) by striking out the word “maximum” in the ninth line of the third paragraph;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

(b) by adding at the end the following paragraph:

Services
demeurant
services
assurés.

« Nonobstant ce qui précède, les services visés au premier alinéa demeurent des services assurés même s'ils constituent des services auxquels une personne a droit en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48). »

“Notwithstanding the foregoing, the services contemplated in the first paragraph remain insured services even if they constitute services to which a person is entitled under the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48).” Services
to remain
insured
services.

1970, c.
37, a. 3a,
mod.

3. L'article 3a de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 47 des lois de 1971, est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, les mots « sont soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et elles ».

3. Section 3a of the said act, enacted by section 3 of chapter 47 of the statutes of 1971, is amended by striking out the words “shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and” in the first, second and third lines of the third paragraph.

Id., a. 8,
rempl.

4. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

4. Section 8 of the said act is replaced by the following: Id., s. 8,
replaced.

Inscrip-
tion.

« **8.** Toute personne qui désire bénéficier des services assurés doit être inscrite auprès de la Régie conformément aux règlements. Seules peuvent être ainsi inscrites les personnes résidant au Québec et celles que vise un accord conclu en vertu de l'article 18e de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ou en vertu de l'article 10 de la Loi du ministère des affaires sociales (1970, chapitre 42). »

“**8.** Every person wishing to benefit by insured services must be registered with the Board in accordance with the regulations. Only residents of the province of Québec and persons contemplated by an agreement made under section 18e of the Québec Health Insurance Board Act or under section 10 of the Social Affairs Department Act (1970, chapter 42) may be so registered.” Registration.

Carte.

La Régie délivre, pour fins administratives, une carte à toute personne inscrite. Cette carte contient les indications prescrites par règlement.

The Board shall for administrative purposes issue a card to every registered person. Such card shall contain the indications prescribed by regulation. Card.

Usage de
la carte.

Cette carte sert aussi aux fins de l'application de la Loi de l'assurance-hospitalisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 163) et des autres lois dont l'application relève du ministre.

Such card shall also serve for the purposes of the application of the Hospital Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 163) and of the other acts the application of which is under the jurisdiction of the Minister. Use of
card.

Délivran-
ce inter-
dite.

Nul établissement ne peut délivrer de carte pour des fins analogues à celles qui précèdent.

No establishment may issue any card for purposes similar to those mentioned above. ^{Issue forbidden.}

Même
numéro.

Les cartes qu'un établissement émet pour les fins de sa propre administration doivent porter le même numéro, à l'égard d'une même personne, que celles émises par la Régie. »

A card issued by an establishment for its own administrative purposes must bear the same number, regarding the same person, as that issued by the Board. ^{Same number.}

1970, c.
37, a. 10b,
mod.

5. L'article 10b de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 30 des lois de 1973, est modifié:

5. Section 10b of the said act, enacted by section 4 of chapter 30 of the statutes of 1973, is amended: ^{1970, c. 37, s. 10b, am.}

a) en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « , sur présentation d'un relevé d'honoraires », par ce qui suit: « par un établissement ou laboratoire, ou qui lui ont été fournis hors du Québec par un établissement ou laboratoire reconnu à cette fin par le ministre, sur présentation d'un état de compte »;

(a) by replacing the words "on presentation of a statement of fees" in the seventh and eighth lines of the first paragraph by the following: "by an establishment or laboratory, or furnished to him outside the province of Québec by an establishment or laboratory recognized for such purpose by the Minister, on presentation of a statement of account";

b) en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

(b) by adding at the end the following paragraphs:

Paiement
du coût
des ser-
vices.

« La Régie peut aussi assumer elle-même pour le compte d'une personne qui réside au Québec, jusqu'à concurrence des montants maximums fixés par règlement, le paiement du coût des services visés au premier alinéa. Elle ne le fait toutefois que si cette personne lui présente un état de compte et lui fournit les renseignements appropriés.

"The Board itself may also assume for the account of a resident of the province of Québec, up to the maximum amounts fixed by regulation, the payment of the cost of the services contemplated in the first paragraph. It shall do so however only if such person presents a statement of account and furnishes the appropriate information to it. ^{Payment for services.}

Paiement
des pro-
thèses,
etc.

Une personne qui vend, ajuste, remplace ou répare des prothèses et des appareils orthopédiques ou autres visés à l'article 3 ne peut être payée que pour ce qu'elle a réellement exécuté et jusqu'à concurrence seulement des prix maximums fixés par règlement. »

A person who sells, adjusts, replaces or repairs prostheses or orthopedic or other devices contemplated in section 3 shall be paid only for what he has actually executed and only up to the maximum prices fixed by regulation. ^{Payment for prostheses, etc.}

1970, c.
37, a. 12,
mod.

6. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du quatrième alinéa, les mots « Conseil de la recherche médicale » par les mots « Conseil de la recherche en santé du Québec ».

6. Section 12 of the said act, amended by section 8 of chapter 47 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the words "Medical Research Council" in the last two lines of the fourth paragraph by the words "*Conseil de la recherche en santé du Québec*". ^{1970, c. 37, s. 12, am.}

Id., a. 14,
mod.

7. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe 5, le mot « deux » par le mot « trois ».

7. Section 14 of the said act is amended by replacing the word "two" in the last line of subsection 5 by the word "three". ^{Id., s. 14, am.}

Id., a. 15,
mod.

8. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 30 des lois de

8. Section 15 of the said act, amended by section 6 of chapter 30 of the statutes ^{Id., s. 15, am.}

1973, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, les suivants:

Détermination de professionnels admissibles dans même territoire.

« Une telle entente peut, pour assurer une répartition adéquate des professionnels de la santé sur le territoire du Québec, établir une procédure ayant pour effet de déterminer le nombre de professionnels admissibles à participer au régime d'assurance-maladie ou au régime d'assurance-hospitalisation dans un même territoire ou établissement, en tenant compte de la catégorie ou spécialité à laquelle ils appartiennent.

Établissements liés.

Toute entente ou partie d'entente peut, s'il y est pourvu expressément, lier tout établissement. Toutefois, le ministre doit consulter les établissements ou groupes d'établissements susceptibles d'être liés par une entente ou partie d'entente et ceux-ci peuvent transmettre au ministre des recommandations quant aux modalités de leur participation à la conclusion de cette entente ou partie d'entente. »

of 1973, is again amended by inserting after the first paragraph the following:

“Such agreement may, in order to ensure an adequate distribution of professionals in the field of health over the territory of the province of Québec, establish a procedure for determining the number of professionals eligible to participate in the health insurance plan or the hospital insurance plan in the same territory or establishment, taking into account the class or speciality to which they belong.

Agreement to establish procedure for number eligible.

Such an agreement or part of an agreement, if it expressly so provides, may bind any establishment. However, the Minister must consult the establishments or groups of establishments susceptible to being bound by an agreement or part of an agreement, and the latter may submit recommendations to the Minister regarding the terms and conditions of their participation in the making of such agreement or part of an agreement.”

Binding effect on establishment.

1970, c. 37, a. 18, mod.

9. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 30 des lois de 1973, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

Rémunération interdite.

« Nul ne peut être rémunéré pour des services assurés qu'il n'a pas fournis conformément à la loi ou aux règlements, ou qu'il a fournis mais qu'il a faussement décrits.

Idem.

Nul ne peut être rémunéré par la Régie pour des services qui ne sont pas assurés.

Infractions et peines.

Quiconque contrevient au deuxième, au troisième ou au quatrième alinéa commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000 et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000. »

9. Section 18 of the said act, amended by section 7 of chapter 30 of the statutes of 1973, is again amended by adding at the end the following paragraphs:

1970, c. 37, s. 18, am.

“No person shall be remunerated for insured services which he has not furnished in conformity with the law or the regulations or which he has furnished but falsely described.

No remuneration.

No person shall be remunerated by the Board for uninsured services.

Idem.

Every person who contravenes the second, third or fourth paragraph is guilty of an offence and liable upon summary proceeding to a fine of not less than \$500 nor more than \$2,000 and, for each subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$2,000 nor more than \$5,000.”

Offence and penalty.

1970, c. 37, a. 24a, mod.

10. L'article 24a de ladite loi, édicté par l'article 10 du chapitre 38 des lois de 1970, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Infractions et peines.

« Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000 et, pour toute récidive dans les deux ans,

10. Section 24a of the said act, enacted by section 10 of chapter 38 of the statutes of 1970, is amended by adding the following paragraph:

1970, c. 37, s. 24a, am.

“Every person who contravenes this section is guilty of an offence and liable upon summary proceeding to a fine of not less than \$500 nor more than \$2,000 and, for each subsequent offence within two

Offence and penalty.

d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000. »

years, to a fine of not less than \$2,000 nor more than \$5,000."

1970, c.
37, s. 29,
mod.

11. L'article 29 de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 30 des lois de 1973, est modifié:

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes des deuxième et troisième alinéas, les mots « le Collège des médecins et chirurgiens de la province de » par les mots « l'Ordre des médecins du »;

b) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes des quatrième et cinquième alinéas, les mots « le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de » par les mots « l'Ordre des dentistes du »;

c) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du sixième alinéa, les mots « le Collège des optométristes et opticiens de la province de » par les mots « l'Ordre des optométristes du »;

d) en remplaçant, dans la onzième ligne des deuxième, troisième, cinquième et sixième alinéas et dans la douzième ligne du quatrième alinéa, les mots « ce Collège » par les mots « cet Ordre »;

e) en ajoutant à la fin, l'alinéa suivant:

« À défaut par un organisme visé au présent article de fournir sa liste de noms, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les membres de cet organisme qui n'y occupent pas une charge élective ou une charge à plein temps, le nombre de membres du comité qui doivent être choisis parmi les membres de cet organisme. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut exercer ce pouvoir que trente jours après que le ministre ait adressé à l'organisme en cause un avis du défaut de fournir sa liste de noms; tel avis peut être expédié jusqu'à deux mois avant la date à laquelle un mandat deviendra expiré. »

Nomina-
tions si
liste non
fournie.

11. Section 29 of the said act, enacted 1970, c. 37, s. 29, am.
of 1973, is amended:

(a) by replacing the words "College of Physicians and Surgeons of the Province" in the fourth and fifth lines of the second and third paragraphs by the words "Order of Physicians";

(b) by replacing the words "College of Dental Surgeons of the Province" in the fourth and fifth lines of the fourth and fifth paragraphs by the words "Order of Dentists";

(c) by replacing the words "College of Optometrists and Opticians of the Province" in the fourth and fifth lines of the sixth paragraph by the words "Order of Optometrists";

(d) by replacing the word "College" in the tenth line of the second, third, fourth and sixth paragraphs and in the ninth line of the fifth paragraph by the word "Order";

(e) by adding at the end the following:

"If a body contemplated in this section fails to furnish its list of names, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, among the members of that body who do not hold any elective or full-time office, the number of members of the committee which must be chosen from among the members of that body. However, the Lieutenant-Governor in Council shall not exercise that power until thirty days after the Minister has sent to the body concerned notice that it has failed to furnish its list of names; such notice may be sent up to two months before the date on which a term of office is to expire."

Failure
to furnish
list of
names.

1970, c.
37, s. 34,
mod.

12. L'article 34 de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 30 des lois de 1973, est modifié:

a) en retranchant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots « ou que la nature de ces services a été faussement décrite »;

b) en ajoutant, à la fin, les mots « qui a le droit de se faire entendre par le comité de révision avant que ce dernier fasse sa recommandation ».

12. Section 34 of the said act, enacted 1970, c. 37, s. 34, am.
of 1973, is amended:

(a) by striking out the words "or that the nature of such services was falsely described" in the eighth and ninth lines;

(b) by adding at the end the words "who is entitled to be heard before the revisory committee before it makes its recommendation".

1970, c.
37, a. 37,
rempl.

13. L'article 37 de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 30 des lois de 1973, est remplacé par le suivant :

Acceptation de recommandation.
Idem.

« **37.** La Régie peut accepter la recommandation du comité de révision et elle doit alors s'y conformer.

De même, le médecin, chirurgien dentiste ou optométriste visé par la recommandation peut l'accepter et il doit alors s'y conformer.

Appel à la Commission.

Toutefois, si la Régie ou le professionnel visé ne sont pas satisfaits de la recommandation, ils peuvent loger à la Commission des affaires sociales un appel auquel il est donné suite conformément à la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39). »

1970, c.
37, a. 51,
mod.

14. L'article 51 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants :

Relevé et contenu.

« La Régie est tenue de transmettre à toute personne qui réside au Québec et pour qui elle a payé des services assurés un relevé indiquant :

a) le nom du professionnel de la santé qui les lui a fournis;

b) les dates auxquelles ils ont été fournis;

c) le montant payé par la Régie pour chaque prestation de services; et

d) la somme totale ainsi payée pour ces services.

Fréquence.

Le relevé visé au présent article doit être adressé au moins une fois par année; toutefois, dans les cas où les circonstances déterminées par règlement, il doit être adressé dans les délais ou aux périodes fixés par ce règlement.

Non application.

Le règlement peut en outre indiquer les circonstances dans lesquelles le présent article ou certaines de ses dispositions ne doivent pas être appliqués. »

1970, c.
37, a. 56,
mod.

15. L'article 56 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 38 des lois de 1970, par l'article 15 du chapitre 47 des lois de 1971 et par l'article 13 du chapitre 30 des lois de 1973, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe *i* les suivants :

13. Section 37 of the said act, enacted by section 9 of chapter 30 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

1970, c.
37, s. 37,
replaced.

“**37.** The Board may accept the recommendation of the revisory committee and it must then comply therewith.

Acceptance of recommendation.
Idem.

Likewise, the physician, dental surgeon or optometrist contemplated by the recommendation may accept it, and he shall then comply therewith.

However, the Board or the professional contemplated, if not satisfied with the recommendation, may lodge an appeal before the Social Affairs Commission, which shall be proceeded with in accordance with the Social Affairs Commission Act (1974, chapter 39).”

Appeal to Commission.

14. Section 51 of the said act is amended by adding at the end the following paragraphs:

1970, c.
37, s. 51,
am.

“The Board must send to every resident of the province of Québec for whom it has paid insured services a statement giving:

Statement to be sent.

(a) the name of the professional in the field of health who furnished the services;

(b) the date on which they were furnished;

(c) the amount paid by the Board for each performance of services; and

(d) the total sum so paid for such services.

The statement contemplated in this section must be sent not less than once each year; however, in the cases or circumstances determined by regulation, it must be sent within the delays or at the times fixed by such regulation.

One statement each year.

The regulation may also indicate the circumstances in which this section or certain provisions of it must not be applied.”

Circumstances.

15. Section 56 of the said act, amended by section 19 of chapter 38 of the statutes of 1970, by section 15 of chapter 47 of the statutes of 1971 and by section 13 of chapter 30 of the statutes of 1973, is again amended by adding after paragraph *i* the following:

1970, c.
37, s. 56,
am.

« j) déterminer le nombre et les catégories de bourses d'études ou de recherches, le montant et le mode de paiement des bourses ainsi que les modalités selon lesquelles un territoire est assigné à tout bénéficiaire d'une bourse;

« k) prescrire la teneur de l'engagement que tout boursier doit remplir en sus des conditions prévues par la présente loi;

« l) fixer certains délais ou périodes dans lesquels doit être adressé le relevé visé à l'article 51 ainsi que les circonstances dans lesquelles ledit article ou certaines de ses dispositions ne doivent pas être appliqués. »

1970, c.
37, a. 56a,
mod.

16. L'article 56a de ladite loi, édicté par l'article 16 du chapitre 47 des lois de 1971, est modifié en retranchant, dans la onzième ligne, les mots « maximum du ».

Id., a. 62,
mod.

17. L'article 62 de ladite loi est modifié en remplaçant à la fin le mot « section » par le mot « loi ».

Id., aa.
76a-76q,
aj.

18. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 76, ce qui suit:

« SECTION X

« BOURSES D'ÉTUDES

Octroi de bourses.

« **76a.** Le ministre peut accorder des bourses d'études, conformément à la présente loi et aux règlements, aux personnes qui acceptent de fournir des services assurés en qualité de professionnels soumis à l'application d'une entente.

Territoire et période.

Les boursiers fournissent ces services, après l'obtention d'un permis d'exercice dans une science de la santé, dans un territoire et pour une période fixés par le ministre.

Paiement.

Les bourses ainsi accordées sont payées par la Régie.

Conditions d'obtention.

« **76b.** Nul n'a droit à une bourse d'études si, de l'avis de la Régie:

a) il n'est domicilié au Québec;

b) il n'a une connaissance d'usage de la langue officielle du Québec;

“(j) determine the number and categories of scholarships or research scholarships, the amount and the mode of payment of the scholarships and the terms and conditions on which a territory is assigned to any recipient of a scholarship;

“(k) prescribe the terms of the engagement to be fulfilled by any scholar in addition to the conditions provided by this act;

“(l) fix certain delays within which or times at which the statement contemplated in section 51 must be sent and the circumstances in which the said section or certain provisions of it must not be applied.”

16. Section 56a of the said act, enacted by section 16 of chapter 47 of the statutes of 1971, is amended by striking out the word “maximum” in the tenth line.

17. Section 62 of the said act is amended by replacing the word “division” at the end by the word “act”.

18. The said act is amended by inserting, after section 76, the following:

“DIVISION X

“SCHOLARSHIPS

“**76a.** The Minister may, in accordance with this act and the regulations, grant scholarships to persons who agree to furnish insured services as professionals subject to the application of an agreement.

The scholars shall furnish such services, after obtaining a permit to practise one of the health sciences, in a territory and for a period fixed by the Minister.

The scholarships thus granted shall be paid by the Board.

“**76b.** No one shall be entitled to a scholarship if, in the opinion of the Board:

(a) he is not domiciled in the province of Québec;

(b) he does not have a working knowledge of the official language of the province of Québec;

1970, c.
37, s. 56a,
am.

Id., s. 62,
am.

Id., ss.
76a-76q,
added.

Granting
scholar-
ships.

Territory
and
period.

Payment.

Qualifica-
tions.

c) il n'est admis à un cours théorique et pratique donnant ouverture à un diplôme dans une science de la santé;

d) il n'a souscrit l'engagement prescrit par règlement de fournir les services assurés qu'un tel permis d'exercice habilité à fournir;

e) il reçoit une bourse ou autre aide pécuniaire directe en vertu des dispositions de la Loi des prêts et bourses aux étudiants (1966/1967, chapitre 70), de la Loi des bourses pour le personnel enseignant (Statuts refondus, 1964, chapitre 241), ou de toute autre loi du Québec.

(c) he is not registered in a theoretical and practical course of studies leading to a diploma in one of the health sciences;

(d) he has not subscribed to the engagement prescribed by regulation to furnish the insured services which such permit to practise qualifies him to furnish;

(e) he receives a scholarship or other direct pecuniary assistance under the Students Loans and Scholarships Act (1966/1967, chapter 70) or under the Teachers Scholarship Act (Revised Statutes, 1964, chapter 241) or any other act of Québec.

Insaisissabilité.

« 76c. Toute somme d'argent versée à une personne au titre d'une bourse d'études est insaisissable.

“76c. Any sum of money paid to a person as a scholarship shall be unseizable. Unseizability.

Remboursement après abandon d'études.

« 76d. Un boursier qui abandonne les études convenues ou qui faillit autrement à son engagement doit rembourser à la Régie, dans le délai qu'elle lui impartit, toutes les sommes d'argent qu'il a reçues d'elle à titre de bourse, avec les intérêts.

“76d. A scholar who abandons the studies agreed to or who otherwise fails to keep his engagement must reimburse to the Board, within the delay granted him by the Board, all sums of money received by him as a scholarship, with interest. Reimbursement upon abandoning studies.

Perte du droit d'inscription au régime.

Ce boursier perd aussi le droit de s'inscrire au régime d'assurance-maladie jusqu'à ce qu'il ait fourni des services dans le territoire et pour la période fixés par le ministre conformément à l'article 76a.

Such scholar shall also lose the right to enrol in the health insurance plan until he has furnished services in the territory and for the period fixed by the Minister in accordance with section 76a. Loss of right to enrol in plan.

Extinction d'obligation.

L'obligation de rembourser s'éteint lors du décès du boursier ou si celui-ci devient de façon permanente incapable d'exercer sa profession.

The obligation to reimburse is extinguished at the death of the scholar or on his becoming permanently unable to practise his profession. Extinction of obligation.

Jurys.

« 76e. La Régie doit voir à l'établissement et au fonctionnement d'un ou plusieurs jurys, chacun d'au moins trois membres, qui procèdent à l'examen des personnes qui lui demandent des bourses d'études.

“76e. The Board shall see to the establishment and operation of one or more juries, each composed of not less than three members, who shall examine the persons who apply to the Board for scholarships. Juries.

Examens.

Les examens ont pour objet de déterminer l'aptitude des candidats à remplir leur engagement.

The object of such examinations shall be to determine the aptitude of the candidates to fulfill their engagements. Examinations.

Nominations.

Les membres de chaque jury sont nommés par le ministre.

The members of each jury shall be appointed by the Minister. Appointment.

Rapport de l'examen.

« 76f. Chaque jury transmet un rapport écrit de son examen à la Régie, qui fournit au ministre une liste des postulants admissibles par ordre de priorité.

“76f. Each jury shall send a written report of its examination to the Board, which shall furnish to the Minister a list of qualified applicants by order of priority. Report of examination.

Compte rendu.

« 76g. La Régie doit, dans son rapport annuel, donner séparément un compte rendu détaillé de ses activités relatives à l'application de la présente section.

“76g. The Board shall, in its annual report, render a separate and detailed account of its activities in respect of the application of this division.

Detailed account.

« SECTION XI

«BOURSES DE RECHERCHE

Octroi de bourses.

« 76h. Le ministre peut accorder, conformément à la présente loi et aux règlements, des bourses de recherche aux personnes qui désirent faire de la recherche au Québec dans une science de la santé.

“76h. The Minister may, in accordance with this act and the regulations, grant research scholarships to persons who wish to do research in the province of Québec in one of the health sciences.

Granting research scholarships.

Condi-
tions
d'obten-
tion.

« 76i. Nul n'a droit à une bourse de recherche si, de l'avis du Conseil de la recherche en santé du Québec:

“76i. No one shall be entitled to a research scholarship if, in the opinion of the *Conseil de la recherche en santé du Québec*:

Qualifica-
tions.

a) il n'est domicilié au Québec;

(a) he is not domiciled in the province of Québec;

b) il n'a une connaissance d'usage de la langue officielle du Québec;

(b) he does not have a working knowledge of the official language of the province of Québec;

c) il ne poursuit, dans un établissement affilié à une université, des travaux de recherche portant sur une science de la santé.

(c) he is not pursuing, in an establishment affiliated with a university, research in connection with one of the health sciences.

Jurys.

« 76j. Le Conseil de la recherche en santé du Québec peut constituer un ou plusieurs jurys, chacun d'au moins trois membres, qui procèdent à l'examen des personnes qui lui demandent des bourses de recherche.

“76j. The *Conseil de la recherche en santé du Québec* may constitute one or several juries, each composed of not less than three members, who shall examine the persons who apply for research scholarships.

Juries.

Objet des examens.

Ces examens ont pour objet de déterminer l'aptitude des candidats à faire leurs travaux conformément à leur engagement.

The object of such examinations shall be to determine the aptitude of the candidates to accomplish their work in accordance with their engagements.

Object of examinations.

Nomina-
tion des
membres.

Les membres de chaque jury sont nommés par le ministre parmi les personnes dont les noms apparaissent à une liste que doit lui fournir le Conseil à cette fin.

The members of each jury shall be appointed by the Minister from among the persons whose names appear on a list to be furnished for that purpose by the Conseil.

Appoint-
ment of
members.Rapport
de l'exa-
men.

« 76k. Chaque jury transmet un rapport écrit de son examen au Conseil, qui fournit au ministre la liste des postulants admissibles qu'il recommande pour l'obtention des bourses de recherche.

“76k. Each jury shall send a written report of its examination to the Conseil which shall furnish to the Minister the list of qualified applicants that it recommends for research scholarships.

Report
of exami-
nation.Usage
de la
bourse.

« 76l. Toute bourse de recherche doit servir à la création et au maintien d'un poste de chercheur; elle ne peut être affectée au paiement du coût de fonctionnement d'un établissement.

“76l. Every research scholarship must serve to establish and maintain a research post; it shall not be used to pay for the operating cost of an establishment.

Use of
scholar-
ship.

Durée.	« 76m. Une bourse de recherche est accordée pour une période maximum de trois ans.	“76m. A research scholarship shall be granted for a maximum period of three years.	Period.
Insaisissabilité.	« 76n. Les sommes versées au titre de bourse de recherche sont insaisissables.	“76n. The sums paid as research scholarships shall be unseizable.	Unseizability.
Une bourse à la fois.	« 76o. Nul ne peut recevoir plus d'une bourse à la fois; cependant, le ministre peut renouveler une bourse si les conditions prescrites par la loi et les règlements sont remplies.	“76o. No one shall receive more than one scholarship at the same time; however, the Minister may renew a scholarship if the conditions prescribed by the act and the regulations are complied with.	One scholarship only.
Renouvellement.	Le renouvellement s'obtient de la même façon que la bourse initiale.	Renewal is obtained in the same manner as the initial scholarship.	Renewal.
Paiement par la Régie.	« 76p. Les bourses de recherches accordées par le ministre pour chaque exercice financier sont payées par la Régie durant cet exercice jusqu'à concurrence d'un montant total égal à 0.2% de la rémunération totale payée aux professionnels de la santé pendant l'exercice précédent; la Régie doit dans son rapport annuel faire état séparément des sommes versées à ces fins.	“76p. The research scholarships granted by the Minister for each fiscal year shall be paid by the Board during such fiscal year up to a total amount equal to 0.2% of the total remuneration paid to the professionals in the field of health during the preceding fiscal year; the Board shall, in its annual report, make a separate statement of the sums thus paid.	Payment by Board.
Compte rendu.	« 76q. Le Conseil de la recherche en santé du Québec doit, dans son rapport annuel au ministre, donner séparément un compte rendu détaillé de ses activités relatives à l'application de la présente section. »	“76q. The Conseil de la recherche en santé du Québec shall, in its annual report to the Minister, render a separate and detailed account of its activities in regard to the application of this division.”	Detailed account.
1970, c. 37, intitulé, mod.	19. L'intitulé qui précède l'article 79 est modifié en remplaçant ce qui suit « SECTION X » par ce qui suit: « SECTION XII ».	19. The heading which precedes section 79 is amended by replacing the following: “DIVISION X”, by the following: “DIVISION XII”.	1970, c. 37, heading, am.
1969, c. 53, a. 2, mod.	20. L'article 2 de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (1969, chapitre 53), modifié par l'article 81 du chapitre 37 des lois de 1970, par l'article 17 du chapitre 47 des lois de 1971 et par l'article 15 du chapitre 30 des lois de 1973, est de nouveau modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par ce qui suit:	20. Section 2 of the Québec Health Insurance Board Act (1969, chapter 53), amended by section 81 of chapter 37 of the statutes of 1970, section 17 of chapter 47 of the statutes of 1971 and by section 15 of chapter 30 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the first two paragraphs by the following:	1969, c. 53, s. 2, am.
Fonctions de la Régie.	« 2. La Régie a pour fonctions: a) de payer aux professionnels de la santé la rémunération prévue aux ententes conclues entre le ministre des affaires sociales et les organismes représentatifs des diverses catégories de professionnels de la santé;	“2. The function of the Board shall be: (a) to pay to professionals in the field of health the remuneration provided for in the agreements entered into by the Minister of Social Affairs and the bodies representing the various classes of such professionals;	Functions of Board.

b) d'administrer tout autre régime ou programme que la loi ou le lieutenant-gouverneur en conseil lui confie;

c) d'organiser et gérer les activités de recherche opérationnelle et d'évaluation nécessaires à la bonne administration du régime d'assurance-maladie et des autres régimes qui lui sont confiés;

d) de publier, sous réserve des articles 50 à 55 de la Loi de l'assurance-maladie et des dispositions analogues des lois régissant les régimes qu'elle est chargée d'administrer, toutes les informations pertinentes à:

i. ses activités de gestion, de recherches opérationnelles et d'évaluations;

ii. la nature, la fréquence, la provenance, la destination, la distribution ainsi que le coût des services assurés qu'elle a payés; et

iii. la rémunération totale et moyenne des professionnels de la santé, par catégories et spécialités, par régions, ainsi que par types d'actes;

e) d'informer le public des possibilités d'accès à tous les services qu'elle est habilitée à payer et des conditions à remplir pour y avoir accès;

f) sous réserve des articles 50 et 51 de la Loi de l'assurance-maladie, d'informer les personnes qui ont bénéficié des services de santé du nom du professionnel de la santé qui leur a fourni chaque prestation de services assurés, des dates auxquelles ils ont été fournis, du montant payé par la Régie pour chaque prestation de services et de la somme totale ainsi payée pour ces services pendant tel exercice;

g) d'établir et tenir à jour, aux fins de la Loi de l'assurance-maladie, un fichier des professionnels de la santé, et, sous réserve de l'interdiction de révéler visée à l'article 50 de la Loi de l'assurance-maladie, lequel s'applique *mutatis mutandis*, d'en faciliter l'accès au ministre des affaires sociales ou à son représentant autorisé pour les fins de l'application de la Loi de l'assurance-maladie, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et de toute autre loi dont l'application relève du ministre. »

(b) to administer any other plan or program entrusted to it by law or by the Lieutenant-Governor in Council;

(c) to organize and direct activities in operational research and evaluation necessary to the proper administration of the health insurance plan and of the other plans entrusted to it;

(d) to publish, subject to sections 50 to 55 of the Health Insurance Act and to the similar provisions of the laws governing the plans it is entrusted with carrying out, all relevant information respecting:

i. its management, operational research and evaluation activities;

ii. the nature, frequency, origin, destination, distribution and cost of insured services it has paid for; and

iii. the total and average remuneration of professionals in the field of health, by class and specialty, by region and by type of acts;

(e) to inform the public on the possibilities of access to all services it is empowered to pay and the conditions to be fulfilled to have access thereto;

(f) subject to sections 50 and 51 of the Health Insurance Act, to inform persons who have benefited from health services of the name of the professional in the field of health who furnished them with each performance of insured services, the dates on which they were furnished, the amount paid by the Board for each performance of services and the total amount so paid for such services during such fiscal year;

(g) to establish and keep up to date, for the purposes of the Health Insurance Act, an index of professionals in the field of health and, subject to the prohibition to reveal contemplated in section 50 of the Health Insurance Act, which applies *mutatis mutandis*, to facilitate access to it by the Minister of Social Affairs or his representative authorized for the purposes of the carrying out of the Health Insurance Act, the Hospital Insurance Act and of any other act for the application of which the Minister is responsible."

1969, c.
53, a.
23a, mod.

21. L'article 23a de ladite loi, édicté par l'article 17 du chapitre 30 des lois de 1973, est modifié en remplaçant dans la

21. Section 23a of the said act, enacted by section 17 of chapter 30 of the statutes of 1973, is amended by replacing the word

1969, c.
53, s. 23a,
am.

quatrième ligne le mot « sixième » par le mot « cinquième ».

“sixth” in the fourth line by the word “fifth”.

1969, c.
53, a.
26, rempl.

22. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant :

22. Section 26 of the said act is replaced by the following:

1969, c.
53, s. 26,
replaced.

Application de la loi.

« **26.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

“**26.** The Minister of Social Affairs is entrusted with the carrying out of this act.”

Carrying out of act.

Directives.

Le ministre peut, dans le cadre des responsabilités et pouvoirs qui lui sont confiés à l'égard de l'utilisation des deniers publics, de la santé du public, des droits des bénéficiaires aux services assurés et du respect des ententes auxquelles le ministre est partie, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

The Minister may, within the scope of the responsibilities and powers entrusted to him in respect of the use of public moneys, public health, the rights of beneficiaries to insured services and observance of agreements to which the Minister is a party, issue directives bearing on the goals and orientations of the Board in the performance of the functions entrusted to it by law.

Directives.

Approbation.

Ces directives doivent être soumises au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Régie qui est tenue de s'y conformer.

Such directives must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. If they are so approved, they shall bind the Board which must comply with them.

Approval.

Dépôt.

Toute directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale dans les cinq jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, si l'Assemblée est en session, ou dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante si elle ne l'est pas. »

Every directive issued under this section must be tabled before the National Assembly within five days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council, if the Assembly is in session, or within five days of the opening of the next session, if it is not.”

Deposit.

1970, c.
42, a.
10, rempl.

23. L'article 10 de la Loi du ministère des affaires sociales (1970, chapitre 42) est remplacé par le suivant :

23. Section 10 of the Social Affairs Department Act (1970, chapter 42) is replaced by the following:

1970, c.
42, s. 10,
replaced.

Accords autorisés.

« **10.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec, pour l'exécution de la présente loi ou de toute loi dont l'application relève de lui; il peut aussi conclure un accord avec toute personne qui ne réside pas au Québec au sens d'une loi applicable, permettant à celle-ci de bénéficier, aux conditions déterminées par le ministre, des services assurés en vertu de toute loi dont l'application relève de lui. »

“**10.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into any agreement with any government or body, in accordance with the interests and rights of the province of Québec, to carry out this act or any act with the application of which he is entrusted; he may also enter into an agreement with any person who is not a resident of the province of Québec within the meaning of an applicable act, allowing him to benefit upon conditions determined by the Minister from insured services under any act with the application of which he is entrusted.”

Agreements authorized.

1970, c.
42, a.
10a, aj.

24. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 10, le suivant:

Conseil
de la
recherche
en santé.

« **10a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil de la recherche en santé et tous autres conseils ou comités chargés, sous réserve des fonctions attribuées à tout conseil ou comité institué par une autre loi, de conseiller le ministre en matière de services de santé ou de services sociaux et de remplir, sous son autorité, toutes autres fonctions que le lieutenant-gouverneur en conseil leur confie dans l'exécution des lois dont l'application relève du ministre; le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer les membres de ces organismes, fixer leurs allocations de présence et honoraires ainsi que la durée de leur mandat. »

24. The said act is amended by inserting after section 10 the following:

1970, c.
42, s. 10a,
added.

“**10a.** The Lieutenant-Governor in Council may establish a health research council and any other council or committee, subject to the functions assigned to any council or committee established by another act, entrusted with advising the Minister in matters of health services or social services and with exercising, under his authority, any other functions the Lieutenant-Governor in Council may entrust them with in the execution of the acts for the application of which the Minister may be responsible; the Lieutenant-Governor in Council may appoint the members of such bodies, fix their attendance allowances and fees and their terms of office.”

Health
research
council.

S.R. c.
163, a.
2a, aj.

25. La Loi de l'assurance-hospitalisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 163) est modifiée en insérant, après l'article 2, l'article suivant:

25. The Hospital Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 163) is amended by inserting, after section 2, the following section:

R.S., c.
163, s. 2a,
added.

Ententes
autorisées.

« **2a.** Le ministre peut aussi, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure avec tout organisme représentatif d'une catégorie de professionnels de la santé au sens de la Loi de l'assurance-maladie, toute entente aux fins de l'application de la présente loi.

“**2a.** The Minister may also, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into any agreement for the purposes of the application of this act with any body representing a class of professionals in the field of health within the meaning of the Health Insurance Act.

Agree-
ments
author-
ized.

Établissements
liés.

Toute entente ou partie d'entente peut, s'il y est pourvu expressément, lier tout établissement. Toutefois, le ministre doit consulter les établissements ou groupes d'établissements susceptibles d'être liés par une entente ou partie d'entente et ceux-ci peuvent transmettre au ministre des recommandations quant aux modalités de leur participation à la conclusion de cette entente ou partie d'entente. »

Any agreement or part of an agreement, if it expressly so provides, may bind any establishment. However, the Minister must consult the establishments or groups of establishments susceptible to being bound by an agreement or part of an agreement and they may submit recommendations to the Minister regarding the terms and conditions of their participation in the making of such agreement or part of an agreement.”

Binding
effect.

Effet
rétro-
actif.

26. Les articles 6 et 24 ont effet à compter du 11 septembre 1974.

26. Sections 6 and 24 shall have effect from 11 September 1974.

Effective
date.

Entrée en
vigueur
de a. 21.

27. L'article 21 entrera en vigueur à la date à laquelle entrera en vigueur l'article 23a de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

27. Section 21 shall come into force on the date on which section 23a of the Québec Health Insurance Board Act comes into force.

Coming
into force
of s. 21.

Entrée en
vigueur.

28. Sous réserve de l'article 27, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 4, 5, 14, 15 et 18 qui entreront en vigueur, en tout ou en partie, à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

28. Subject to section 27, this act shall come into force on the day of its sanction, except sections 4, 5, 14, 15 and 18 which shall come into force, in whole or in part, on the date or dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. ^{Coming into force.}